



BIBLIOTHECA
UNIV. JAGELL.
CRACOVIAE

568821
568827

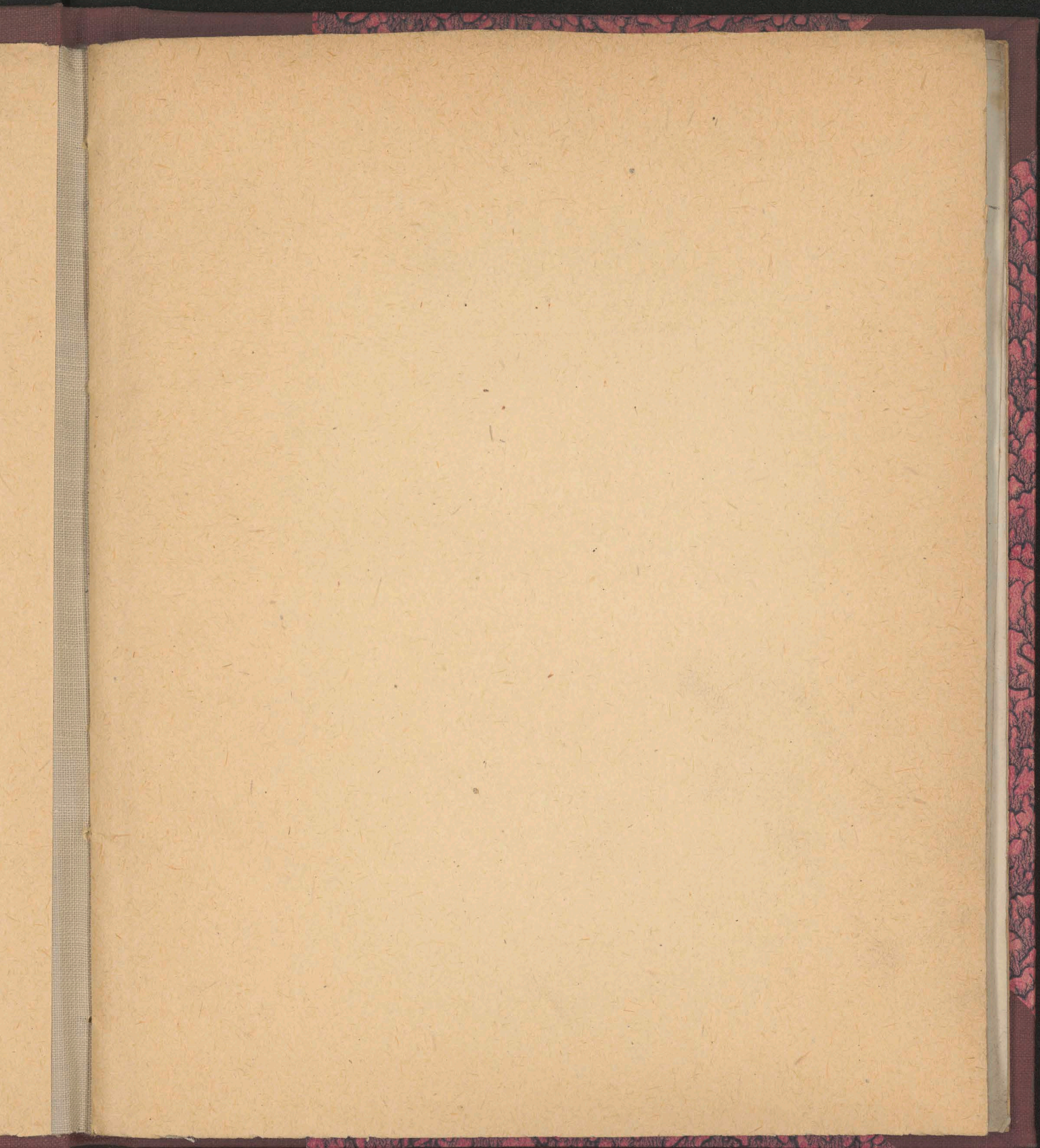
kat.komp.

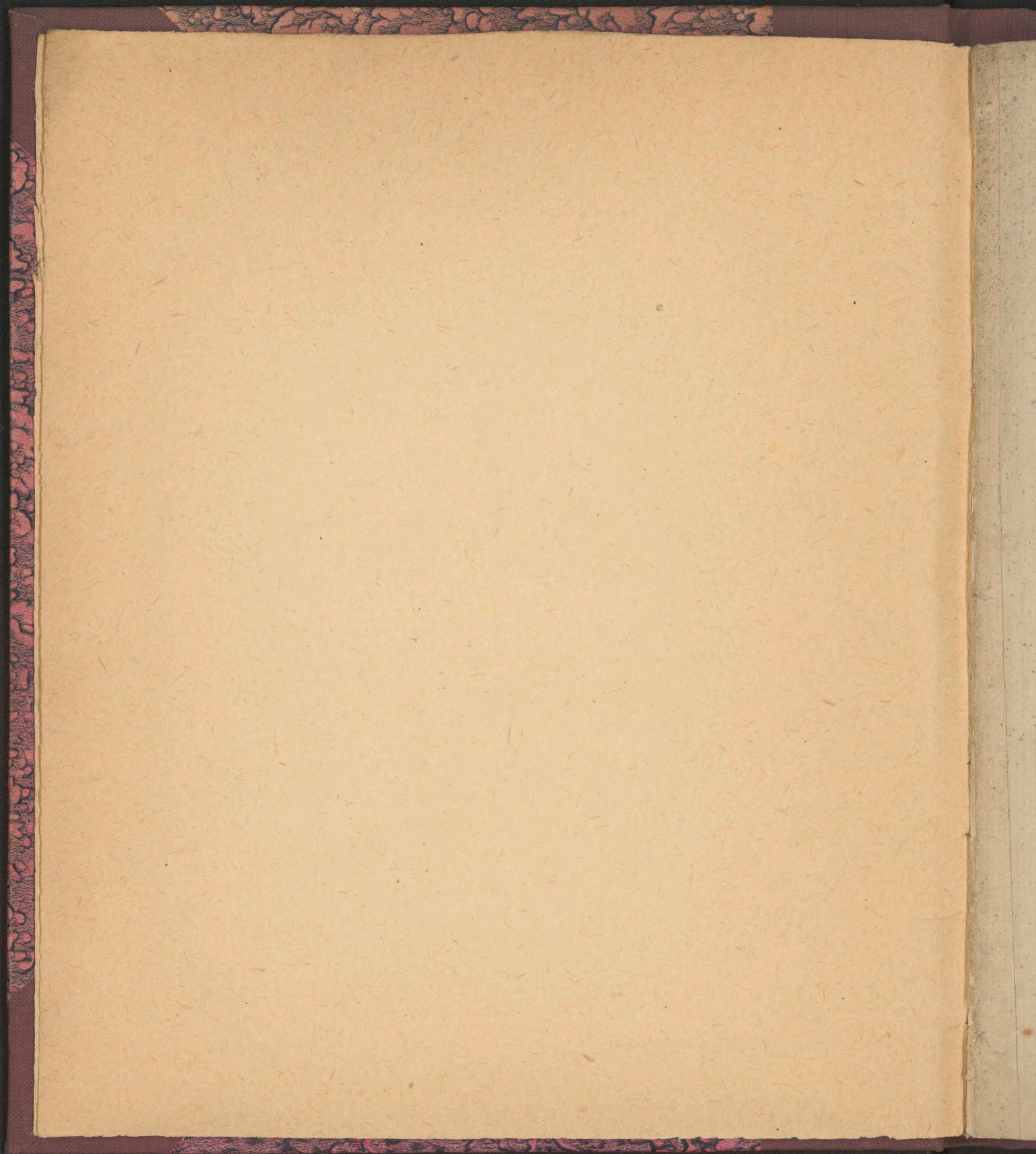
N. p. s.

III

Mag. St. Dr.







CONVENTION

entre Sa Majesté le Roi de Prusse, & Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, au sujet des affaires de Pologne, conclue à St. Pétersbourg, le $\frac{26}{11}$ Janvier 1797.



Au nom de la très-sainte & indivisible Trinité!

A la suite des mesures qui ont été prises par les deux Cours Impériales, de concert avec Sa Majesté le Roi de Prusse, pour incorporer à Leurs Souverainetés respectives les parties du Royaume de Pologne, dont le démembrement général, définitif & irrévocable, a été déterminé par ces trois Puissances, & consommé par le Traité conclu entre Elles à St. Petersbourg le $\frac{24}{12}$ Octobre de l'année 1795, il a été jugé nécessaire de s'entendre ultérieurement sur les moyens de satisfaire aux différentes prétentions à la charge de ce Royaume, aussi bien que sur la proportion à observer dans la répartition de ces charges. Les difficultés qui subsistoient encore entre Sa Majesté l'Empereur des Romains & Sa Majesté le Roi de Prusse, sur la fixation des frontières de leurs possessions respectives, étant d'ailleurs applanies à la satisfaction des parties intéressées, par l'entremise de feu Sa Majesté l'Impératrice de Toutes les Russies, à qui Elles en avoient déferé l'arbitrage, & tout ce qui peut assurer ainsi aux trois Puissances la propriété réelle, effective & incommutable des provinces qu'Elles ont occupées, étant consolidé par le concert parfait qui règne entre Elles, & fortifié encore de la renonciation & abdication de Sa Majesté Stanislas Auguste, Roi de Pologne & Grand Duc de Lithuanie, qui en a remis l'Acte du $\frac{25}{14}$ Novembre 1795, entre les mains de Sa Majesté Impériale de Toutes les Russies, dont les copies seront jointes aux présentes; le plan d'ar-

Ext. XIV. 397

rangement pour ce qui concerne tous les objets restés à la charge de la Couronne de Pologne, & proposés déjà à la conférence du 30. Octobre de l'année 1795. a été repris en considération, & les trois Puissances ayant résolu de le faire servir de base à la présente Convention, à laquelle Sa Majesté l'Empereur des Romains sera invité d'accéder, les Plénipotentiaires soussignés, chargés de procéder à la confection, sont convenus des points & articles suivans.

Article I.

Sa Majesté le Roi de Prusse & Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, de concert avec Sa Majesté l'Empereur des Romains, déclarent ici prendre sur Elles toutes les dettes du Roi & de la République de Pologne, contractées légitimement jusqu'à l'époque de leur prise de possession, & s'obligent de les acquitter respectivement d'après les proportions qui seront indiquées ci-après, & les Hautes Parties Contractantes sont convenues de faire connoître immédiatement après la signature de la présente Convention, par une publication qui sera insérée dans toutes les gazettes, la résolution & l'engagement formel qu'Elles prennent, de les acquitter selon les règles de la justice & de l'équité.

Article II.

Comme ces dettes, soit celles à la charge de la République, soit celles du Roi de Pologne, doivent être assujetties à une vérification, pour parvenir ensuite à leur liquidation, il est convenu entre les Hautes Parties Contractantes, qu'il sera nommé une Commission composée de sujets de chacune des trois Cours respectives, pour procéder à leur vérification & liquidation, d'après les règles qui seront établies dans un plan d'organisation & de direction, qui leur sera donné séparément, après avoir été consenti par les trois Cours.

Article III.

Les dettes de la République contractées en Hollande par des emprunts publics, & reconnues par la Diète de Grodno, avec l'accroissement des intérêts depuis cette époque, seront supportées par les trois Puissances, d'après les proportions établies dans le plan d'arrangement

déjà proposé & d'après lequel la totalité est divisée en dixièmes, dont trois à la charge de Sa Majesté le Roi de Prusse, trois autres à celle de Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies. Les quatre autres dixièmes, qui étoient restés à la charge de la République, seront partagés en re les trois Cours par portions égales, pour être acquittés de même, & d'après cette double répartition. Quant à celles non liquidées encore, & qui se trouveront exister dans l'intérieur à la charge de la République, & dont les preuves seront administrées à la Commission susmentionnée, elles seront supportées également par les trois Hautes Parties Contractantes dans la proportion susmentionnée.

Article IV.

La mesure de proportion pour les dettes du Roi, qui sont fixées ici à une somme de quarante millions de florins de Pologne, établie par le plan d'arrangement proposé, subsistera, par les motifs y indiqués, quant à cette répartition; & cette masse sera divisée en cinquièmes, dont deux seront à la charge de Sa Majesté le Roi de Prusse, deux à celle de Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, & le cinquième restant à celle de Sa Majesté l'Empereur des Romains; en sorte qu'après la reconnoissance donnée par la Commission susmentionnée de la légitimité des titres, droits & prétentions, qui constituent cette dette, les parts & portions qui sont à la charge de chacune des trois Puissances, soient acquittées d'après cette répartition.

Article V.

Cette Commission, la même que celle dont il est fait mention à l'Article II. établie pour l'apurement & la vérification des dettes du Roi & de la République de Pologne, se rassemblera à Varsovie le 1^{er} Mai de la présente année, pour y vaquer aux fonctions qui lui sont attribuées ici; & seront les Commissaires qui la composeront, munis de pleinpouvoirs, d'instructions suffisantes & uniformes, pour pouvoir procéder à la vérification & liquidation des titres, droits & prétentions, qui constituent ces dettes; de manière que les reconnoissances qu'ils donneront aux porteurs d'obligations, ou autres personnes ayant des prétentions légitimes, soient un complément de titre, sur lequel il puis-

sent respectivement se présenter pour en recevoir le paiement d'après le mode adopté respectivement par les trois Puissances.

Article VI.

Après avoir satisfait à cet acte de justice, les Hautes Parties Contractantes n'ayant pas moins à cœur de donner à Sa Majesté le Roi Stanislas Auguste un témoignage éclatant de Leurs égards & de Leur bienveillance, Elles assurent à ce Prince un traitement annuel de deux-cents-mille ducats par an, auquel Elles contribueront par parties égales, payables en deux termes égaux, & d'avance, savoir: le premier terme au 1^r. Janvier, & le second au 1^r. Juillet de chaque année, & ainsi de suite la vie durant de ce Prince, lequel traitement sera reporté rétro-activement à l'époque de sa translation à Grodno. Et comme jusqu'ici feu Sa Majesté l'Impératrice de Toutes les Russies avoit fourni seule à ce traitement & à tous les besoins de Sa Majesté Polonoise, Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies s'entendra avec Sa Majesté Polonoise sur les compensations du surplus qu'Elle a payé, au delà du tiers qui est à sa charge dans cette répartition.

Article VII.

Pour contribuer encore autant qu'il est en Leur pouvoir aux arrangements particuliers de Sa Majesté Polonoise, les Hautes Parties Contractantes sont convenues de Lui laisser la libre & entière jouissance de tous les biens, meubles & immeubles, qu'Elle a acquis, & dont Elle jouit à titre de particulier; Lui donnant en conséquence la faculté d'en disposer par vente, don, donation, ou testament, & de telle manière qu'Elle jugera à propos, en assujettissant cependant les titres qui contiennent ses propriétés foncières à la vérification de la Commission susmentionnée; ces propriétés ainsi que celles de tous les sujets des trois Cours ne pouvant au reste que rentrer sous les dispositions du droit commun.

Article VIII.

Les Hautes Parties Contractantes prennent également l'engagement de continuer aux Princes de Saxe, fils d'Auguste III. les apanages qui leur ont été assignés par la République de Pologne, & qui ont

été fixé par la Diète extraordinaire de 1776. à huit-mille ducats pour chacun, & de contribuer, concurrement avec Sa Majesté l'Empereur des Romains, chacune pour un tiers, au payement annuel de ces apages.

Article IX.

Non moins attentives à tout ce qui peut intéresser le bien & la prospérité des Leurs sujets respectifs, les Hautes Parties Contractantes n'ont pu que prendre également en considération la situation des maisons de banque en faillite, & les embarras qui en résultent pour ceux de Leurs sujets respectifs qui ont des prétentions à la charge de ces masses. C'est pourquoi Elles sont convenues de rétablir, avec les modifications tirées de la différence des circonstances actuelles, la Commission établie, de concert avec les trois Cours, par la Diète de Grodno, pour procéder à la liquidation de ces masses faillies; à l'effet de quoi il sera dressé un plan d'organisation de cette Commission, d'après les premières bases posées par l'acte passé à ce sujet à la Diète de Grodno en 1793.

Article X.

Cette Commission sera composée de trois Membres nommés par chacune des Cours respectives, & d'un Président, & se rassemblera à Varsovie le $\frac{1}{2}$. Mai de la présente année, pour y tenir ses séances, & vaquer aux fonctions qui lui sont attribuées ici, & d'après le plan d'organisation & les instructions qui seront remises aux Commissaires respectifs.

Article XI.

Les trois Cours ayant été à même de reconnoître tous les inconveniens attachés à l'existence des sujets, réputés jusqu'ici mixtes, à raison de leurs possessions dans les Souverainetés respectives, & après s'être entendues sur cet objet, sont convenues uniformément, de ne plus souffrir à l'avenir qu'aucun de leurs sujets puisse être réputé mixte, & que l'existence, aussi bien que la dénomination, en soient désormais abolies. A l'effet de quoi chacun de ces sujets respectifs, qui se trouvera avoir des possessions dans plus d'une domination sera tenu dans un délai de cinq ans, de déclarer pour lui, ses enfans & héritiers, ainsi que

pour les pupilles dont la tutelle lui aura été légalement déferée, le choix de la Souveraineté qu'il aura adoptée sans que sur la libre option de ce choix il puisse être gêné en aucune manière. Laquelle option une fois faite, il ne lui sera plus permis d'en discéder, sous quelque prétexte que ce soit; laquelle option sera également obligatoire & irrévocable pour lui, ses enfans, héritiers & pupilles, & sous peine de confiscation des possessions qu'ils auroient conservées, contrairement aux dispositions du présent article. Les Hautes Parties Contractantes s'engagent de la manière la plus expresse, à tenir la main à ce règlement, dont l'avantage réciproque & respectif pour les sujets, ne peut être méconnu ni négligé.

Article XII.

Voulant concilier ces mesures de sûreté & de prudence avec les intérêts de Leurs sujets respectifs, les Hautes Parties Contractantes sont convenues de leur laisser un délai de cinq ans, pour pouvoir vendre ou échanger aux meilleures conditions possibles, les biens & autres droits fonciers, qu'ils pourroient avoir dans les états, autres que ceux dont ils auroient fait choix pour y vivre en qualité de sujets. Il en sera procédé de même à l'égard des héritages ou autres biens échus respectivement à titre de contrat de mariage ou autrement dans la suite des temps; lesquels héritages & autres biens, à quelque titre ils soient échus dans une domination étrangère, doivent être pareillement vendus dans le délai de cinq ans; & ce terme écoulé sans avoir satisfait à ces dispositions, ces mêmes propriétés & droits seront par le fait même dévolus à la confiscation, & respectivement dans les trois dominations. Dans tous ces cas, les sommes provenant de ces ventes, & que les sujets respectifs auront à extraire d'une domination, pour les transporter dans celle dont ils auront fait choix pour y établir leur domicile, ne pourront être assujetties au droit de dixième, ni à tout autre, qui pourroit exister sur la translocation de pareilles sommes dans les Souverainetés respectives.

Article XIII.

Les Ecclésiastiques de tout ordre & de toute classe, qui possèdent des droits, ou territoriaux, ou diocésains, hors de la Souveraineté où ils sont domiciliés, seront également soumis à la règle adoptée entre les trois Puissances, de ne plus souffrir de possession mixte d'aucun genre;

de sorte que ces droits seront entièrement dévolus à la disposition de celle de ces Puissances, dans les états de laquelle ils se trouveront placés. Et seront comprises sous cette dénomination de droits appartenants aux Ecclésiastiques, toutes sommes d'argent, hypothéquées ou données en dépôt, qui seront respectivement dévolues au Fisc de la Couronne de la domination où elles auront été placées.

Article XIV.

L'effet naturel des dispositions des deux précédens articles devant être, que les sujets de l'une & l'autre domination soient immédiatement en état de liquider toutes leurs prétentions & leurs dettes, tant actives que passives, les Hautes Parties Contractantes s'engagent à tenir la main à ce que Leurs Tribunaux respectifs leur administrent dans tous les cas où ils y auront recours, la justice la plus stricte, & la plus prompte exécution.

Article XV.

Sa Majesté l'Empereur des Romains sera invité d'accéder à la présente Convention, & la Ratification de cet Acte d'Accession sera échangée dans le même délai que celui stipulé pour celle de la présente Convention.

Article XVI.

La présente Convention sera ratifiée par Sa Majesté le Roi de Prusse & par Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, & les Ratifications échangées dans six semaines, ou plutot si faire se peut.

En foi de quoinous Plénipotentiaires avons signé la présente Convention, & y avons fait apposer le cachet de nos armes.

Fait à St. Petersbourg, ce 24^e Janvier 1797.

(L.S.) Frédéric Bogislas (L.S.) Cte Jean d'Osternann.
Emanuel C. de Tauenzien.

(L.S.) Alexandre Comte de
Besborodko.

(L.S.) Le Prince Kourakin.

de faire que ces choses soient exécutées & la disposition de
celle de ces biens, dont la vente de laquelle il s'agit
sera faite par le Roi ou par son Lieutenant, & les deniers
en provenant seront employés à l'usage de la Couronne
ou de la ville de Paris, ou de tout autre lieu que le Roi
en voudra ordonner.

Article XIV.

Il est accordé que les biens de la Couronne qui sont
devenus vacants par la mort ou autrement, & qui ne
sont pas destinés à être vendus, soient mis à la
disposition du Roi ou de son Lieutenant, & que les
deniers en provenant soient employés à l'usage de la
Couronne ou de la ville de Paris, ou de tout autre
lieu que le Roi en voudra ordonner.

Article XV.

Le Roi a permis & permet de vendre par lui-même
ou par son Lieutenant, & de faire vendre par
autrui, les biens de la Couronne qui sont destinés
à être vendus, & que les deniers en provenant
soient employés à l'usage de la Couronne ou de la
ville de Paris, ou de tout autre lieu que le Roi
en voudra ordonner.

Article XVI.

Le Roi a permis & permet de vendre par lui-même
ou par son Lieutenant, & de faire vendre par
autrui, les biens de la Couronne qui sont destinés
à être vendus, & que les deniers en provenant
soient employés à l'usage de la Couronne ou de la
ville de Paris, ou de tout autre lieu que le Roi
en voudra ordonner.

Article XVII.

Le Roi a permis & permet de vendre par lui-même
ou par son Lieutenant, & de faire vendre par
autrui, les biens de la Couronne qui sont destinés
à être vendus, & que les deniers en provenant
soient employés à l'usage de la Couronne ou de la
ville de Paris, ou de tout autre lieu que le Roi
en voudra ordonner.

Manuel C. de Tancien.
(L.S.) Alexandre Comte de
Besboroko.
(L.S.) Le Prince Kourajin.

KSIĘGARNIA

ANTYKWARIAT

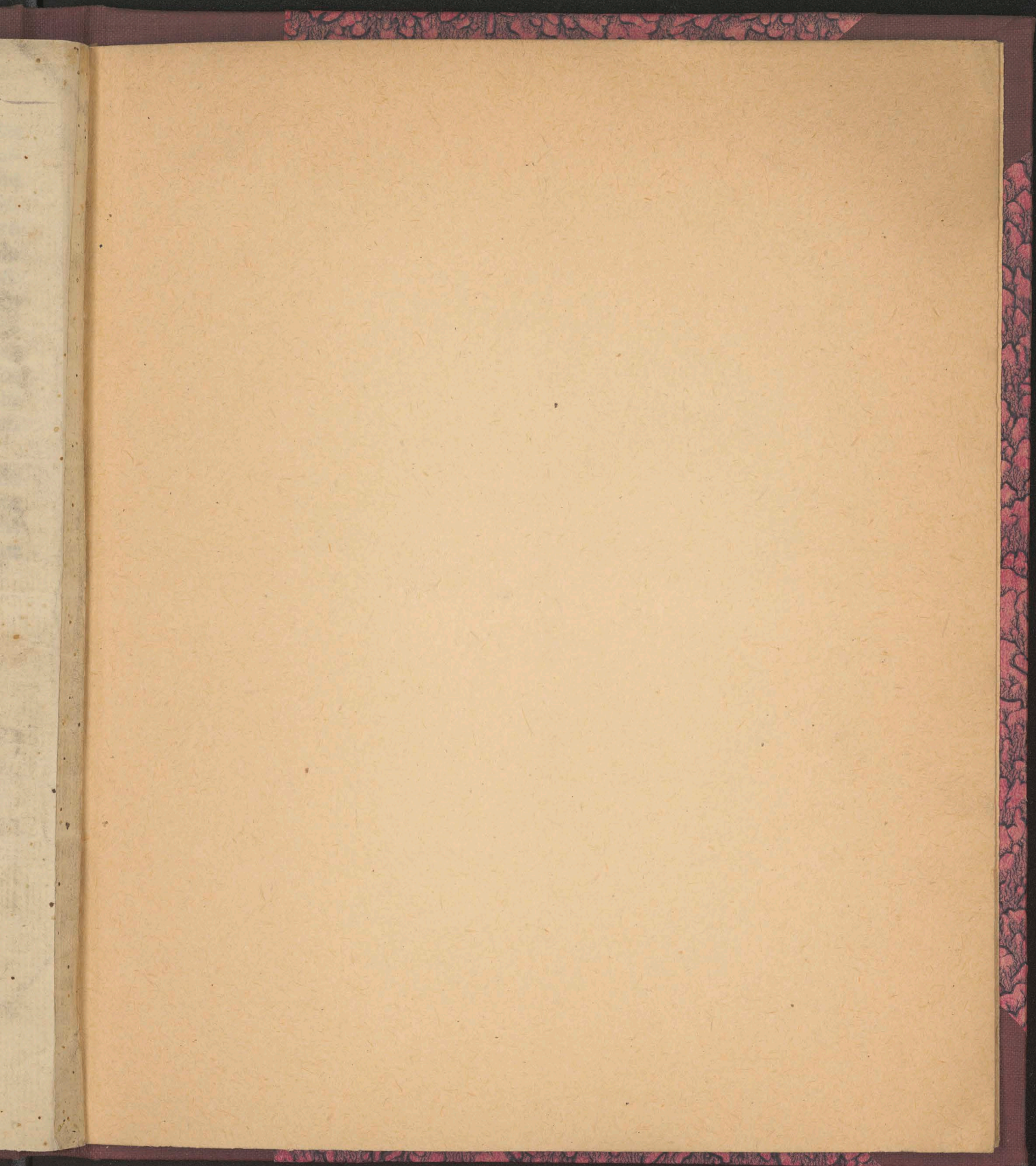
DOM
KSIĄŻKI
DOM

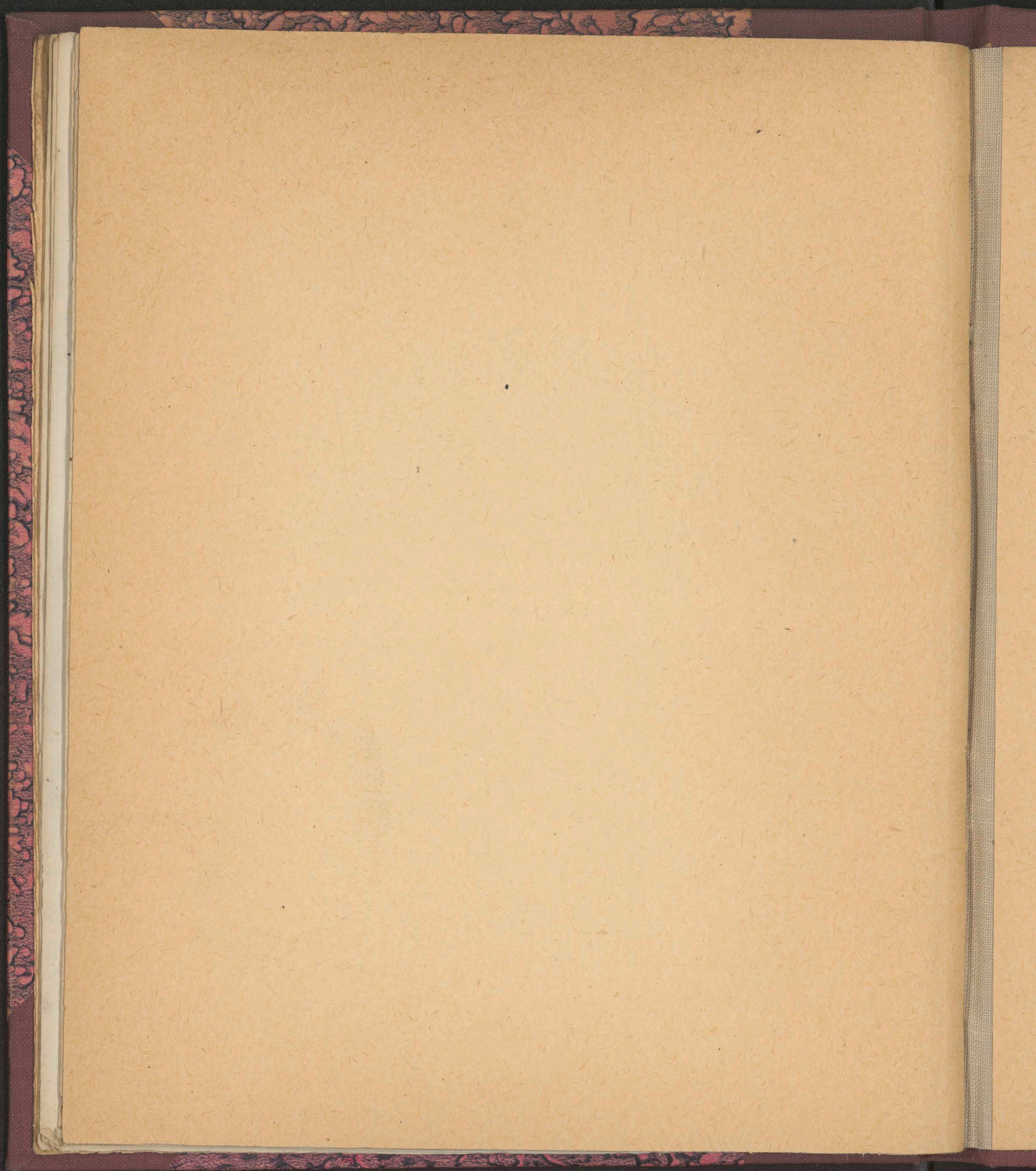
B 41022

30

T

41





Biblioteka Jagiellońska



stdr0022380

